

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES  
SK/674

**Arrêté du 29 juin 2021  
portant mise en demeure à la société BIMA 83 de respecter des dispositions de l'arrêté  
ministériel du 4 octobre 2010 pour l'exploitation de son établissement  
situé 9 rue de l'industrie à Cernay**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-8,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 12 prescrivant une étude sisme,

VU le rapport du 27 mai 2021 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées faisant suite aux constats de non-conformités établis à la même date,

Considérant que l'établissement BIMA 83 situé 9 rue de l'industrie à Cernay (68700) est, pour l'application des dispositions susvisées de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, un établissement SEVESO seuil haut existant implanté en zone de sismicité 3,

Considérant que la société BIMA 83 n'a pas transmis d'étude sisme telle que prescrite à l'article 12 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé (délai échu depuis le 31 décembre 2020),

Considérant que cette prescription contribue à la prévention du risque sisme, susceptible d'endommager considérablement les équipements les plus vulnérables et pouvant ainsi conduire à de lourdes conséquences pour la vie humaine, l'environnement et l'économie.

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ... »*,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : la société BIMA 83, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé au 14 rue Jeanne d'Asnières à Clichy (92611), est mise en demeure pour son établissement situé 9 rue de l'industrie à Cernay (68700) :

- d'élaborer et transmettre au préfet, **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'étude séisme prescrite à l'article 12 de l'arrêté ministériel susvisé du 4 octobre 2010.

Article 2 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 29 juin 2021

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Jean-Claude GENEY

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.